

Paris, le 10 mai 2024

Discours de M. Gabriel ATTAL, Premier ministre

**Cérémonie pour la journée nationale des mémoires de la traite,
de l'esclavage et de leurs abolitions**

La Rochelle

Vendredi 10 mai 2024

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames les ministres, chère Nicole Belloubet, chère Sarah El-Haïry,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Premier ministre, Président de la Fondation pour la mémoire de
l'esclavage, cher Jean-Marc Ayrault,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le maire,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les représentants des associations,
Chère Colette Césaire, dont la présence nous honore,
Mesdames et Messieurs,

L'Espérance.

Parfois, l'Histoire et le destin font preuve d'une ironie tragique, macabre.

L'Espérance.

Ce nom sonne comme une promesse, comme un avenir radieux.

Et pourtant, en 1594, à quelques centaines de mètres d'ici, dans le vieux port, dans
cette ville de La Rochelle, *L'Espérance* avait le goût du reniement, le reflet de
l'indignité, le sceau de la forfaiture.

Car, ce jour de 1594, le navire *L'Espérance* quitte le port de La Rochelle et part chercher
des esclaves.

Ce jour-là, ici-même, commence l'Histoire de la traite dans notre pays.
Ce jour-là, ici-même, certains ont dénié à des femmes, des hommes, des enfants, leur appartenance au genre humain.

Mesdames et Messieurs,

La suite de l'Histoire, nous la connaissons. Vous la connaissez.
C'est la traite qui s'intensifie, navire après navire, décennie après décennie, à mesure que le commerce triangulaire se développe.
Ce sont les chaînes de femmes et d'hommes, vendus, échangés, maltraités, comme des marchandises, comme des bêtes – parfois même, moins bien que des bêtes.
C'est le déracinement, l'arrachement à un « *pays natal* », comme une marque indélébile.
C'est la traversée, la faim, la peur et la maladie comme compagnie ; la servitude ou la mort en guise de destin.
Ce sont les pires reniements pour justifier l'injustifiable.
Ce sont les frontières de l'Humanité qui sont atteintes, dépassées.

Cette histoire fait partie de l'Histoire du monde, de l'Europe, de la France.
Elle s'est écrite en France, à Versailles, à Paris, dans les ports de La Rochelle, de Nantes, de Bordeaux ou du Havre.
Elle s'est écrite en Afrique.
Elle s'est écrite partout où les femmes et les hommes venus d'Afrique étaient exploités, tel un « *minerai noir* » pour reprendre les mots de René Depestre.

Mesdames et Messieurs,

Oui, pendant plus de 150 ans, pratiquement sans discontinuer, de Louis XIV à 1848, le code noir fut la loi de France.
Oui, la France des rois et l'Empereur ; oui, le pays où s'éveillaient les Lumières, a nourri l'esclavage pendant des décennies.
Et, ici-même, pendant deux siècles, à travers les tours de La Rochelle, à 447 reprises des expéditions ont pris le large, scellant les destins d'au moins 160 000 femmes et hommes venus d'Afrique.
Le destin de 160 000 femmes et hommes parmi les millions de victimes de la traite et de l'esclavage.

Le dire, le reconnaître, ce n'est pas s'affaiblir.
Au contraire, c'est grandir.
Ouvrir les yeux sur le passé est toujours la meilleure manière de bâtir l'avenir. Toujours la meilleure manière de construire la concorde et la paix.

Trop longtemps, un voile a été jeté sur ce passé.
Trop longtemps, la mémoire de l'esclavage a été enfouie.

Bien sûr, la mémoire de l'esclavage, c'est le rappel de la monstruosité d'un système d'exploitation qui faisait fi de la vie de l'autre.

Le rappel tragique et terrible des sévices et des souffrances endurées par des millions de femmes et d'hommes venus d'Afrique, à qui l'on a dénié jusqu'à la conscience.

Bien sûr, la mémoire de l'esclavage, c'est aussi celle de l'abolition.

L'abolition que porta la République.

L'abolition comme une quête, longue et sinueuse.

Une quête qui eut ses défenseurs, ses alliés, ses héros : Montesquieu, Diderot, l'abbé Grégoire, Brissot, Lamartine, Victor Schoelcher, Adolphe Crémieux, et tant d'autres.

Une double abolition, en 1794, par la Convention.

En 1848 et à jamais, par la IIe République.

Une double abolition, toujours synonyme de Justice.

Une double abolition toujours synonyme de République.

Car le projet de la République est immuable, universel, éternel : faire advenir partout et pour tous, la Liberté, l'Égalité, la Fraternité.

Mais de cette mémoire, gardons-nous bien de passer sous silence la force, le courage et le poids de ceux qui brisèrent eux-mêmes leurs fers, quitte à le payer de leur vie.

Car ce sont d'abord et toujours, les esclaves eux-mêmes qui firent se lever le vent de la liberté.

Oui, en 1789, les droits de l'Homme et du Citoyen furent proclamés mais les esclaves oubliés. Et c'est bien le soulèvement de Saint-Domingue, mené par Toussaint Louverture en 1791, qui ouvrit la voie à la première abolition de l'esclavage.

Oui, en 1848, l'on dit que c'est bien l'insurrection des esclaves de Saint-Pierre, en Martinique, qui a hâté le mouvement d'abolition lancé par une République qui n'avait que quelques mois.

Et je veux le dire : aussi longtemps qu'il y eut de l'esclavage, il y eut de la résistance. Une résistance qui prit mille formes, mille visages.

La résistance par cet esprit de corps, qui naissait bien souvent dès la traversée de l'Atlantique et unissait pour toujours ceux qui avaient survécu ensemble à cette épreuve.

La résistance par la perpétuation de la langue, de religions, de traditions. Une culture qui vit toujours, qui a pris ses racines dans la douleur de l'esclavage pour croître, plus puissante, plus rassembleuse, plus vivante que jamais aujourd'hui.

La résistance, aussi, par la fuite. La courageuse fuite des marrons.

Car il fallait du courage pour échapper au joug de ceux qui se nommaient eux-mêmes des « maîtres ».

Du courage pour tenter de gagner quelques heures, quelques jours de liberté, au risque de subir la torture, les mutilations, la mort.

Mais que vaut le risque de la mort, quand brille au loin, même faible, même fragile, la lueur de la liberté ?

Voilà pourquoi, dans un acte de résistance suprême, des femmes et des hommes, poussés par le courage, pressés par l'oppression, parvinrent à s'évader.

Certains furent capturés, d'autres réussirent à s'éloigner, se regrouper, à former des communautés.

Mais quels que soient leurs destins, pour tous, la vie avait changé. Comme l'écrivait Edouard Glissant : « *Quand vous aviez marronné, il n'y avait pas à revenir là-dessus, quelque chose encore avait bougé en vous et autour de vous.* »

Oui, « *quelque chose* » avait changé.

Et ce « *quelque chose* », s'appelait la liberté.

Car pour toutes celles et tous ceux qui y avaient goûté, ne fut-ce que quelques instants, c'était le retour à l'Humanité.

Alors, aujourd'hui, je veux rendre hommage, avec vous, au courage de la liberté.

Je veux m'incliner sur la mémoire des marrons, qui brisèrent leurs chaînes et tinrent tête à leurs oppresseurs.

Car, chaque départ, chaque fuite, était un coup porté à l'esclavage. Et si ceux qui étaient repris étaient si sévèrement châtiés, c'est que rien n'affolait plus les esclavagistes que le marronage, que cette aspiration suprême à la liberté.

Car oui, chaque fuite, chaque départ semait la graine de la Liberté et sapait les fondements mêmes de leur société construite sur la traite.

Les marrons, toutes et tous ont contribué à hâter la chute de l'esclavage, à montrer à ceux qui restaient qu'un autre destin était possible.

Ainsi se levèrent les marrons de Saint-Domingue, formant l'armée de la liberté de Toussaint Louverture.

Ainsi se levèrent les marrons de Martinique, de Guadeloupe et la fameuse communauté de Keller, probable rescapée du naufrage d'un navire de traite.

Ainsi se levèrent les marrons de La Réunion, vivant une vie de rudesse et d'incertitude dans les cirques, entre cimes et ravins, dans les territoires les plus escarpés, les plus reculés.

Ainsi se levèrent les marrons de Guyane, s'emparant de la forêt amazonienne et dont les descendants, les bushinengués, vivent encore aujourd'hui, et je salue la présence aujourd'hui de Gabriel Serville, Président de la Collectivité territoriale de Guyane.

Ainsi se levèrent tous les marrons, au nom de l'émancipation et de la liberté.

Ainsi se levèrent tous les marrons, dont le combat résonne avec celui des Lumières et de la République.

Les marrons, ce sont ces noms, ces grands chefs qui ont marqué l'histoire de la résistance à l'esclavage.

Boni, Gabriel, Ignace, Fabulé, Anchaing et Heva, Makandal.

Makandal, marron parmi les marrons, condamné à mort pour avoir résisté.

Aujourd'hui encore, l'héritage du marronage demeure, dans les carnivals, dans la culture, dans les lieux de mémoire.

Ils ont résisté. Ils ont fait souffler le vent de la Liberté. Nous ne devons jamais l'oublier.

Tout comme nous ne devons jamais oublier que les visages de la résistance n'avaient pas que des traits masculins.

Je sais que beaucoup ici ont à cœur de faire connaître la réalité de l'engagement de ces femmes qui ont résisté à l'oppression des fers.

Ce n'est que Justice.

Car comme Cécile Fatiman faisant jurer aux marrons de Saint-Domingue de vivre libre ou de mourir, ou comme Solitude menant le combat aux côtés de Delgrès en Guadeloupe, les femmes furent au front. Les femmes furent aux avant-postes pour résister, pour combattre, pour lutter.

Mesdames et Messieurs,

En ce 10 mai, c'est aussi cet esprit de résistance que je veux saluer.

Cet esprit de résistance qui nous impressionne et nous rend humbles à la fois.

Cet esprit de résistance qui doit nous inspirer et qu'il faut perpétuer.

Il y a 23 ans, c'est cet esprit qui a guidé la France quand elle s'est honorée, notamment grâce l'engagement exceptionnel de Christiane Taubira, à reconnaître la traite et l'esclavage comme des crimes contre l'Humanité.

Il y a 18 ans, c'est encore cet esprit qui soufflait quand Maryse Condé a accueilli Jacques Chirac pour la première journée nationale de mémoire de la traite et de l'esclavage et de leurs abolitions.

Maryse Condé, dont l'absence nous pèse, nous peine.

Maryse Condé à qui le Président de la République a rendu le juste hommage de la Nation.

Maryse Condé dont je veux, à mon tour et avec vous, saluer le courage et les mots, l'œuvre et les combats.

Tout comme le Président de la République a eu l'occasion de le faire, à plusieurs reprises depuis 2017, je le dis et l'affirme devant vous : nous continuerons à faire connaître les témoignages, à faire connaître la mémoire de l'esclavage dans notre pays.

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, nous continuerons à mener la bataille de l'Éducation.

Vous savez combien ce sujet me tient à cœur et avec la ministre Nicole Belloubet, nous sommes déterminés.

L'école, c'est l'émancipation par le savoir.

C'est le berceau de la tolérance, du respect des droits, de la compréhension de l'autre. C'est là où se forment la conscience et l'esprit des citoyens. Et être citoyen, c'est connaître et reconnaître notre Histoire dans son entier, sans en occulter aucune page. C'est donc connaître et reconnaître la monstruosité de la traite, la réalité de l'esclavage, l'héroïsme des résistants et l'Humanité retrouvée grâce à l'abolition.

Alors, nous avons renforcé les programmes scolaires, au collège comme au lycée. Et nous continuerons à renforcer la formation des professeurs, à soutenir les projets et les initiatives des établissements.

Mais chacun le sait ici, faire connaître cette mémoire, c'est aussi être à la hauteur de notre mission républicaine de lutte contre le racisme, de lutte contre toutes les discriminations.

Je crois là encore au rôle fondamental de l'école de la République, notamment par l'apprentissage du respect et de la différence dès le plus jeune âge. Lorsque j'étais ministre de l'Éducation nationale, j'ai lancé dans plus de 1000 écoles primaires de France des cours, souvent appelés « *cours d'empathie* », où ce savoir fondamental qu'est le respect s'apprend. Ces cours, ils seront généralisés, dès la rentrée prochaine, dans toutes les écoles primaires de France.

C'est aussi comme cela que nous gagnerons la bataille de l'égalité.

Une bataille indissociable de celles de la Liberté et de la Fraternité.

Une bataille que je suis déterminé à mener et, avec vous, à emporter.

Mesdames et Messieurs,

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, nous avons créé, en 2019, cher Jean-Marc Ayrault, la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage.

Elle a été le fruit d'un long travail et d'années de réflexions.

Aujourd'hui sa place est faite. La Fondation est connue, reconnue, utile et nécessaire. Elle accompagne, oriente, conseille. Elle multiplie les projets et se déploie sur tous les fronts. Une fois de plus, je veux saluer tout ce travail accompli, cher Jean-Marc Ayrault, par la Fondation.

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, un mémorial national dédié aux victimes de l'esclavage sera érigé à Paris, dès l'année prochaine. C'était un engagement du Président de la République. Je suis fier que nous le tenions.

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, je souhaite qu'une grande exposition nationale sur la mémoire de l'esclavage puisse se

tenir en 2026, année des 25 ans de l'adoption de loi sur la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'Humanité.

Et plus largement, bien sûr, les musées et les lieux de patrimoines devront se saisir de cette année anniversaire, pour montrer ce qui dans leurs collections, dans leurs histoires, fait écho à la traite et à l'esclavage.

Je veux également que les lieux de patrimoine et de mémoire soient mieux identifiés, plus visibles, mieux reconnus. Je sais que de nombreuses collectivités demandent depuis longtemps la création d'un label spécifique pour les lieux de mémoire de l'esclavage. Je vous l'annonce, ce label nous allons le créer. Chacun saura, chacun verra, en arpentant nos rues et nos villes, les lieux où l'histoire de l'esclavage s'est écrite. Chacun pourra mieux se souvenir, mieux comprendre.

Mesdames et Messieurs,

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, je souhaite perpétuer la mémoire de l'esclavage partout en France, partout aux côtés des Français, partout aux côtés des collectivités engagées.

C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité effectivement que pour la première fois de son histoire cette journée nationale du 10 mai se tienne en dehors de Paris et qu'elle se tienne ici, à La Rochelle.

Monsieur le maire, ce choix n'est pas anodin.

C'est le choix d'une ville dont l'Histoire est entremêlée à celle de l'esclavage. D'une ville qui accomplit depuis des années un exceptionnel travail de mémoire.

C'est aussi la volonté d'aller au plus près des Français, de partager partout la mémoire de l'esclavage et de veiller à ce qu'il n'y ait pas une parcelle de France, où elle puisse être ignorée.

La mémoire ne peut se réduire à Paris, c'est le sens de ma présence aujourd'hui et du choix de tenir cette cérémonie ici, à La Rochelle.

Et je le dis avec une conviction d'autant plus grande, d'autant plus forte, s'agissant de la mémoire de l'esclavage, portée avec force et conviction, par les collectivités locales. Dans bien des communes dont le destin a croisé celui de la traite et de l'esclavage, les initiatives se multiplient. Culturelles, artistiques, mémorielles..., elles prennent toutes les formes. Elles sont nombreuses, déterminantes.

Je sais combien La Rochelle s'engage sur ce chemin. Je pourrais citer tant d'autres communes, dans l'Hexagone, mais aussi, bien sûr, dans les Outre-mer.

Dans les Outre-mer, où ce travail de mémoire est colossal, exigeant, impératif et où il est mené avec conviction et passion par les élus.

Parce que nous regardons l'Histoire en face, parce que nous voulons faire savoir, nous serons aux côtés de tous les acteurs qui se mobilisent pour mieux comprendre notre passé.

Ce sont les associations, décisives et engagées.

C'est le monde de la recherche, dont les travaux sont un apport indispensable. Un livre blanc pour la recherche française sur la traite et l'esclavage est en cours d'élaboration. Je le souhaite ambitieux. C'est un travail précieux.

*

Mesdames et Messieurs,

Si je parle avec tant d'insistance de regarder l'Histoire en face, c'est pour, ensemble, mieux comprendre le présent et préparer l'avenir.

Vous avez évoqué, cher Jean-Marc Ayrault, la situation en Haïti.

J'évoquais à l'instant, l'esprit de résistance à l'esclavage.

C'est dans cet esprit de résistance qu'est né Haïti.

Nos peuples sont liés par cette Histoire commune, comme le rappelait le Président de la République, l'année dernière, en rendant hommage à Toussaint Louverture, à l'occasion des 175 ans de l'abolition de l'esclavage.

Face à la situation extrêmement grave que traverse Haïti aujourd'hui. Devant vous, Monsieur l'ambassadeur, je veux dire notre solidarité et notre soutien au peuple haïtien.

Aux côtés de la communauté internationale, la France est mobilisée, et j'en parlais il y a encore quelques semaines avec mon homologue canadien Justin Trudeau ; le Canada, chacun le sait ici, étant extrêmement lié également à Haïti. La France est mobilisée pour aider les populations face aux besoins humanitaires et pour tenter de trouver le chemin de la sérénité et de la paix. Dans tous les travaux qui seront menés, dans tous les travaux qui nous permettront plus encore de regarder notre Histoire en face et d'en tirer les conséquences, la France tiendra son rang.

*

Mesdames et Messieurs,

Cette journée est marquée par l'esprit de résistance. Je forme un vœu : faisons le vivre.

Résistance face à tous les révisionnismes.

Face à celles et ceux qui voudraient réécrire, atténuer voire justifier.

Face aux « oui, mais » insupportables, dont nous savons ce qu'ils sous-entendent.

Résistance face au racisme et aux discriminations.

Ils sont les deux faces d'une même pièce et des fléaux contre lesquels aucun n'effort n'est trop grand.

En 2024, en France, il n'est pas admissible que quelqu'un puisse encore être discriminé en raison de son nom, de son origine, de sa religion ou de sa couleur de peau.

Alors par l'éducation, par la culture, par la mémoire, par les sanctions aussi, par la formation et la mobilisation de nos forces de l'ordre, par une lutte intraitable contre la haine en ligne, nous sommes mobilisés pour l'égalité, pour que la promesse républicaine soit une réalité pour chacun.

Résistance aussi, enfin, pour défendre nos valeurs, pour défendre la République, pour défendre l'universalisme républicain.

L'esclavage, c'est la négation de l'humanité en raison de la simple couleur de peau.

La République, c'est la liberté reconnue à tous. L'égalité qui nous protège. La fraternité, qui nous unit et nous rassemble.

Par deux fois, c'est la République qui a aboli l'esclavage. Et aujourd'hui encore, c'est elle qui nous protège des vents mauvais et des passions tristes, de ceux qui voudraient nous diviser là où la République appelle l'unité ; de ceux qui voudraient nous opposer, là où la République tend vers l'universel.

Nous ne dévierons pas du cap de l'universel.

Nous ne tomberons pas dans le piège tendu par ceux qui jouent des montées de fièvres qui peuvent toucher notre société pour mieux nous diviser.

Aimé Césaire écrivait : « Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers. »

Cet universel, cet universel qu'Aimé Césaire avait compris, décrit, écrit.

Cet universel qu'il a transmis par ses vers comme par son engagement, c'est le nôtre. C'est celui de la République.

D'une République forte de son unité, fière de sa diversité.

D'une République qui a la tête levée et combat avec force, pour les droits et pour l'égalité.

Alors, Mesdames et Messieurs, en ce jour de commémoration : que vive la République !
Et que vive la France !